

PROGRAMME MONDIAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION ET DE POLITIQUES BUDGÉTAIRES

Renforcer les capacités en matière d'alimentation saine et d'activité physique : sensibilisation, mesures réglementaires et budgétaires, données pour la responsabilisation et l'action, et mobilisation sociale

LE DÉFI À RELEVER ET L'OPPORTUNITÉ

Les maladies non transmissibles (MNT) constituent l'un des plus grands défis pour le développement que notre époque est appelée à relever. Rien qu'en 2021, les MNT ont entraîné 43 millions de décès – soit 75 % de l'ensemble des décès non liés à la pandémie dans le monde. Plus de 18 millions de ces décès ont été prématurés, touchant des personnes âgées de 30 à 69 ans, et [82 % sont survenus dans les pays à revenu faible ou intermédiaire](#). **Au-delà du bilan humain, les MNT sapent la productivité économique et imposent des coûts sociaux considérables.** De mauvaises habitudes alimentaires et l'inactivité physique sont deux des facteurs de risque les plus importants – **et évitables** – pour les MNT. [Une alimentation saine, sûre et durable](#) est essentielle pour prévenir toutes les formes de malnutrition (à savoir la dénutrition, le surpoids et l'obésité), tout en appuyant simultanément le bien-être, la résilience des systèmes alimentaires et la durabilité environnementale. Selon la Banque mondiale (2024), l'augmentation des investissements dans la réduction de la dénutrition et de l'obésité afin de répondre aux besoins de financement de la nutrition est essentielle et constitue un **potentiel inégalé de développement du capital humain et pour stimuler la croissance économique et la prospérité**. Des instruments politiques conçus de manière stratégique sont essentiels pour influencer les préférences des consommateurs en modifiant les environnements sociaux, alimentaires ainsi que les déterminants commerciaux de la santé et des comportements alimentaires.

UTILISER LA LOI, LES POLITIQUES ET LES DONNÉES POUR PRÉVENIR LES MNT

Des réglementations et des politiques budgétaires rentables fondées sur des données probantes (voir [le cadre d'investissements pour la nutrition de la Banque mondiale](#)) peuvent être utilisées par les pays dans le but de promouvoir des régimes alimentaires sains et une activité physique à grande échelle, réduisant la prévalence et les effets dommageables des MNT dans l'ensemble des populations moyennant **l'intégration des initiatives dans des cadres juridiques nationaux pour mener à bien des réformes à long terme et durables**. Les données sont un élément clé utilisé dans le cycle réglementaire et budgétaire des politiques : construire les arguments en faveur de l'action, adapter les réponses politiques au contexte des pays, évaluer la conformité et suivre leur impact réel. Les orientations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) préconisent la **mise en œuvre urgente de mesures fondées sur des données multisectorielles et à l'échelle de toute la population** pour lutter contre la mauvaise alimentation et l'inactivité physique. Il s'agit notamment des « meilleurs choix » de l'OMS fondés sur des bases factuelles et rentables ainsi que d'autres mesures recommandées, pour lutter contre les MNT, dont beaucoup sont mis en œuvre par des mesures de politique juridique ou budgétaire. Ces mesures permettent ainsi aux États d'atteindre leurs objectifs visant à faire progresser l'ODD 2 (Faim « zéro »), l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et l'ODD 16 (Paix, justice et institutions solides). **La réglementation peut également aider les gouvernements en soutenant l'innovation et la**

croissance du secteur privé. Le Forum économique mondial souligne le point suivant : « une réglementation efficace crée un langage commun qui permet aux entreprises et aux gouvernements de concrétiser leurs ambitions en progrès mesurables dans le domaine de la santé. À mesure que la santé et la nutrition occupent une place de plus en plus importante dans les programmes politiques et liés aux consommateurs, l'industrie peut saisir cette occasion pour envisager la réglementation non pas comme une contrainte, mais comme un catalyseur de croissance et d'innovation »¹.



GLOBAL RECAP : UN PROGRAMME MIS À L'ESSAI ET PRÊT À ÊTRE DÉPLOYÉ

L'OMS et l'Organisation internationale de droit du développement (OIDD), en coordination avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), œuvrent au renforcement des capacités réglementaires et budgétaires des pays en matière de promotion de l'alimentation saine et de l'activité physique. **À l'échelle mondiale, ces enseignements tirés de l'expérience des pays peuvent être intégrés aux orientations techniques mondiales et faire progresser l'action mondiale de plaidoyer.**

En associant le renforcement des capacités, les données pour la responsabilisation et l'action, le plaidoyer et la mobilisation sociale, ainsi que la recherche, le projet aborde la question des coûts sanitaires, économiques et sociaux des mauvaises habitudes alimentaires et de l'inactivité physique, faisant progresser la prévention des MNT et de toutes les formes de malnutrition.

Le projet s'appuie sur le succès du Programme mondial RECAP : **Programme mondial de renforcement des capacités réglementaires et budgétaires**, tout en élargissant sa portée et en le développant davantage. Ce programme a été lancé en 2019 et mis en œuvre par OIDD et l'OMS, en coordination avec le CRDI, avec le soutien de l'Agence suisse de coopération et de développement (2019-2025), du Fonds de l'OPEP pour le développement international (2019-2022) et de l'Union européenne (2024-2026).

PROGRÈS DANS LES PAYS À CE JOUR DANS LE CADRE DU GLOBAL RECAP

- ✓ **Bangladesh** : mise au point des symboles de l'étiquetage sur la face avant des emballages et élaboration d'un projet de règlements d'application
- ✓ **Ghana** : achèvement de nouvelles politiques sur l'étiquetage, la commercialisation et l'achat des denrées alimentaires.
- ✓ **Indonésie** : adoption de la réglementation en matière d'étiquetage sur la face avant des emballages et progrès accomplis dans ce domaine, et progrès dans les seuils maximaux pour les nutriments critiques.
- ✓ **Kenya** : adoption d'un modèle de profil nutritionnel, mise à l'essai des symboles d'étiquetage sur la face avant des emballages, élaboration des réglementations visant à restreindre la commercialisation d'aliments nocifs pour la santé destinés aux enfants.
- ✓ **Maurice** : augmentation et extension de la taxe sur les boissons sucrées.
- ✓ **Népal** : mise en œuvre de la réglementation visant à éliminer les acides gras trans.
- ✓ **Sri Lanka** : adoption de réglementations sur l'étiquetage des aliments.
- ✓ **Thaïlande** : projet de loi visant à restreindre la commercialisation d'aliments nocifs pour la santé destinés aux enfants en voie d'achèvement.
- ✓ **Ouganda** : mise au point finale des recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments ; élaboration d'un projet de modèle de profil nutritionnel et d'une réglementation sur la commercialisation.
- ✓ **République-Unie de Tanzanie** : adoption de plans d'action nationaux pour l'activité physique, modèle de profil nutritionnel en cours d'élaboration et établissement d'une feuille de route relative à l'étiquetage sur la face avant des emballages.

Au cours de deux cycles programmatiques, le Global RECAP a fourni un soutien à dix pays en Afrique et en Asie, dont le Bangladesh, le Ghana, l'Indonésie, le Kenya, Maurice, le Népal, le Sri Lanka, la Thaïlande, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie, dans les domaines du renforcement des capacités, de la mobilisation sociale et de la recherche, pour lutter contre les mauvaises habitudes alimentaires et l'inactivité physique moyennant des approches

¹ Forum économique mondial, *The Food Rules: How Regulation Is Transforming the Future of Food, Community Paper*, décembre 2025

réglementaires et budgétaires. Les partenaires d'exécution du Global RECAP coordonnent leurs initiatives entre eux, les parties prenantes nationales et les autres partenaires de développement afin

d'appuyer les pays, d'éviter la fragmentation des politiques et d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles.



Conclusions d'un examen indépendant du programme, qui recommandait de consolider les gains par des investissements soutenus :

« Le Global RECAP a fait progresser les efforts visant à redéfinir le paysage de la prévention des MNT en montrant que les mesures juridiques et budgétaires, souvent perçues comme politiquement et techniquement complexes, peuvent être efficacement avancées grâce à un soutien ciblé, à la prise en main nationale et à une collaboration multisectorielle soutenue. Le programme s'est avéré efficace pour catalyser les progrès dans les pays participants, montrant une trajectoire claire allant du soutien technique à l'appropriation institutionnelle. Son modèle, associant expertise juridique, renforcement ciblé des capacités et mobilisation multipartite, a permis d'apporter un soutien pertinent et réactif, aligné sur les priorités nationales. »

GLOBAL RECAP

Objectif : contribuer à réduire la prévalence des maladies liées à l'alimentation et de la mortalité prématurée grâce à l'amélioration des pratiques et des comportements, au niveau individuel, de la communauté, du gouvernement et de l'industrie en matière d'alimentation saine et d'activité physique.





PAYS PARTICIPANTS

Le soutien au niveau des pays sera assuré par l'intermédiaire des deux volets ci-après :

Groupe
1

Soutien intégré à travers les trois résultats

les pays cibles reçoivent un soutien dédié et de niveau supérieur. La sélection est fondée sur les résultats, les capacités, les besoins, les activités en cours, les opportunités et l'engagement du gouvernement dans la prévention des MNT et la promotion d'une alimentation saine. Jusqu'à cinq pays bénéficieront également d'une analyse approfondie des types d'alimentation, de l'environnement politique et d'un cadre de suivi des impacts pour suivre les progrès accomplis.

Groupe
2

Soutien sur demande

de manière générale, les pays ne sont pas identifiés au préalable, toutefois ils reçoivent un soutien sur demande pour renforcer les capacités, faire avancer des propositions politiques et mobiliser la société civile par des activités multipays.

Approches régionales

Approche globale

Un appui soutenu vise à être proposé à un certain groupe de pays déjà impliqués dans le programme. Pour plus d'information, voir cette [vidéo](#), et consulter les pages Web de [l'OMS](#) et de [OIDD](#).



DÉVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE

Bien que des progrès soient réalisés, il reste encore du travail à faire pour créer des environnements alimentaires plus sains et favoriser une vie plus active. Grâce aux contributions soutenues de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), environ sept millions de dollars des États-Unis (USD) ont été mobilisés. Des ressources supplémentaires sont sollicitées pour s'appuyer sur cette base et développer davantage le programme pour le cycle programmatique 2026-2029.

DURÉE: JAN 2019 - OCT 2029

Organismes de mise en œuvre: OMS, OIDD et CRDI



World Health
Organization



IDRC • CRDI

Financement : Direction du développement et de la coopération (DDC), Commission européenne (CE)



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



European
Commission

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC